

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EAUX DE CASTRES BURLATS

3 allées Alphonse Juin
81100 Castres

Références : 81-CRARC-2026-63
Code AIOT : 0006804526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement EAUX DE CASTRES BURLATS implanté lieu-dit Prado de Lamothe 81290 Labruguière. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement est une station d'épuration collective. C'est un site à enjeux avec une fréquence d'inspection tous les 3 ans.

Lors de la dernière inspection du 24/01/2023 une non conformité ayant fait l'objet d'une suite administrative a été depuis levée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EAUX DE CASTRES BURLATS

- lieu-dit Prado de Lamothe 81290 Labruguière
- Code AIOT : 0006804526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles. Elle traite les effluents industriels de 4 sites à proximité:

- Tarnaise des panneaux, ICPE régime autorisation (travail du bois)
- King Tree, ICPE régime enregistrement (travail du bois)
- La blanchisserie industrielle de l'hôpital de Castres
- un abattoir

Elle utilise le procédé de lagunage aéré, qui utilise les techniques aérobies et anaérobies pour la dégradation des matières organiques. les effluents transitent dans 4 lagunes avec aération forcée. Une lagune de finition avec un lit de pierre permet d'affiner le traitement avant rejet dans le Thoré.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 6,7,1,1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 1	Sans objet
2	Fonctionnement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.2	Sans objet
3	fonctionnement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2,2,1	Sans objet
4	fonctionnement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.2.2	Sans objet
5	fonctionnement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.4	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.5.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.7.2	Sans objet
8	Surveillance des effets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 9 points de contrôle de cette inspection, 8 ont été constatés conformes et 1 non-conforme. Sur la non conformité, il est attendu de l'exploitant qu'il prenne contact avec le SDIS 81 pour analyser le besoin d'une plateforme d'aspiration au sein de la station d'épuration, et qu'il transmette à l'inspection des installations classées le résultat de cette analyse.

A ce stade, il n'est pas proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 1				
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative				
Prescription contrôlée :				
La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CASTRES MAZAMET dont le siège social est sis "Espace Ressource, Le Causse Espace d'Entreprises, 81115 CASTRES cedex est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées, à exploiter une station d'épuration collective des effluents industriels au lieu-dit « Le Prado de Lamothe », installation visée par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.				
N ° de la nomenclature	Installations et activités concernées	E l é m e n t s caractéristiques	Régime	
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	7500 équivalent habitants 9000 à 10000 équivalents habitants en pointe exprimée en DCO	A	

	autorisation		
--	--------------	--	--

Constats :

La station d'épuration recueille et traite les eaux industrielles de 4 établissements dont la Tarnaise des panneaux, soumise à Autorisation et King Tree, soumis à Enregistrement, spécialisés dans le travail du bois.

L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de modifications sur la station et sur sa capacité de traitement depuis la dernière visite d'inspection de janvier 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.2			
Thème(s) : Situation administrative, fonctionnement de l'installation			
Prescription contrôlée :			
[...]			
Le cahier des charges nominal des installations est défini comme suit :			
Charges polluantes	paramètres	moyenne régime normal	pointe accidentelle
Concentration en DCO Charge en DCO	mg/l kg/j	818 900	833 1000
Rapport DCO/DBO5		2	
Concentration en DBO5 Charge en DBO5	mg/l kg/j	409 450	417 500
Concentration en MES Charge en MES	mg/l kg/j	454 500	483 580
Concentration en NTK Charge en NTK	mg/l kg/j	40 45	

Concentration en P total	mg/l kg/j	10 11	
Charge en Ptotal			

Constats :

L'exploitant déclare avoir eu en septembre 2024 un incident à l'entrée de la STEP avec un apport anormal de DCO.

Ce flux élevé de DCO en entrée de station a duré plusieurs mois, avec un retour à la normale fin février 2025. Les valeurs de concentration en DCO en entrée de station ont atteint jusqu'à 4010 mg/l pour une VLE de 818 mg/l, et un flux de 2700 kg/j pour une VLE de 900 kg/j.

L'exploitant a fait des investigations pour trouver la source de la DCO. Il s'agit de KingTree, qui a envoyé de façon régulière des petites quantités d'effluents extrêmement chargés en DCO.

En parallèle, il a aussi pris des mesures pour améliorer l'efficacité de traitement de la station, en augmentant les durées d'aération dans les lagunes et en augmentant les fréquences des analyses de DCO entrantes et sortantes.

Par conséquent, les résultats des rejets de la station, sur la concentration en DCO ont été maintenus conformes jusqu'au 29 novembre 2024, et ont été non-conformes jusqu'au 28 février 2025 ; en valeur de flux, la non conformité s'est produite entre décembre 2024 et janvier 2025 ou 5 valeurs sur 8 mesures ont été non conformes.

L'exploitant a alerté l'inspection des installations classées le 13 février 2025, et a produit un rapport documenté sur l'incident.

Le retour à la normale est constaté fin février 2025.

NDLR: une visite d'inspection a été réalisée chez l'exploitant KingTree en octobre 2025. L'exploitant fait l'objet d'une non conformité sur ses rejets vers la station de Labruguière et doit réaliser des actions correctives.

Le bilan de 2025, sur les paramètres mesurés est le suivant:

DCO: il y eu 3 dépassements de concentration (soit 6% des mesures) et 2 dépassements en flux (soit 4% des mesures), au mois de janvier-février 2025. La concentration en DCO a atteint 4010 mg/l, le flux 2338kg/j le 11 février 2025.

DBO5: il y a plusieurs dépassements de la VLE en entrée de STEP (7, soit 13% des mesures), en

février, juin, août, octobre, novembre et décembre. L'exploitant n'explique pas ces valeurs élevées de DBO5
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2,2,1
Thème(s) : Situation administrative, fonctionnement de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La pollution à traiter est essentiellement une pollution de type organique. Tout effluent admis dans la station doit faire l'objet préalablement d'une étude de traitabilité démontrant leur compatibilité avec le procédé de dépollution et faire si nécessaire l'objet d'un traitement spécifique des micropolluants non compatible avec le traitement réalisé par la station d'épuration.</p> <p>L'ensemble des industriels, rejetant dans le réseau d'assainissement des eaux usées autres que domestiques, devront conformément à l'article L. 35-8 du code de la santé publique, faire l'objet d'une autorisation de déversement délivrée par la collectivité. Cette autorisation fera l'objet d'une convention au regard des exigences de bon fonctionnement de l'ouvrage d'épuration.</p> <p>Cette convention de rejets définit notamment la qualité des effluents, les charges maximales et les obligations du traiteur d'eau et de son abonné. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les conventions de déversement ainsi que leur avenants à jour pour les 4 industriels. La dernière convention renouvelée est celle de la Tarnaise des panneaux en décembre 2025.</p> <p>Les conventions contiennent bien les informations sur les caractéristiques des effluents envoyés par les industriels à la station.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'usine ne sera pas à l'origine de consommation d'eaux sanitaires et d'eau de procédé.</p> <p>Les eaux pluviales seront collectées et dirigées comme suit :</p> <p>Les eaux de ruissellement des voiries bitumées seront drainées vers le réseau hydrographique périphérique.</p>

<p>Les eaux de ruissellement des digues seront dirigées gravitairement (pente transversale voiries de 2/1000) vers les lagunes.</p> <p>Les effluents industriels admis en traitement ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite il est constaté que les eaux pluviales sont collectées et dirigées : Vers les fossés autour du site pour les eaux collectées (entrée du site), et gravitairement vers les lagunes pour les digues.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de collecte d'effluents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : fonctionnement de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et fiabilité des ouvrages.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec les prescriptions du présent arrêté. En outre, des performances acceptables devront être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles.</p> <p>L'exploitant informe au préalable l'inspecteur des installations classées sur les périodes d'entretien et de réparations prévisibles et de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Il précise les caractéristiques des déversements (flux-charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur.</p> <p>En particulier, les travaux de curage des lagunes seront réalisés durant la période estivale de préférence au mois d'août afin de profiter :</p> <p>de la période climatique la plus favorable ; de l'arrêt annuel de l'(a ou des)usine(s) la(es) plus génératrice(s) de pollution.</p> <p>La réalisation des travaux de curage à cette période, devra être effectuée en limitant au maximum l'impact sur les performances (By-pass d'une lagune) de la filière d'épuration. Les opérations de curage sont réalisées obligatoirement en pleine eau afin de protéger la membrane géotextile, à l'aide :</p> <p>- soit d'un radeau de pompage ;</p>

<p>- soit d'hydrocureurs à partir des berges.</p> <p>Compte tenu de la nature de l'étanchéification (géomembrane), aucun engin motorisé, quelle que soit la solution envisagée, ne sera amené à rentrer dans la lagune.</p> <p>L'intervention des personnels sera réalisée en cohérence avec une procédure d'intervention spécifique et des moyens de protection individuels appropriés (équipe de deux personnes, gilet de sauvetage, canot de secours, échelles ...)</p> <p>Les boues de curage seront traitées dans les conditions définies par le présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>De façon générale, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des opérations pouvant créer des impact sur le fonctionnement de la station. Par exemple, elle a été informée des travaux sur l'armoire électrique, l'automate et le système de télégestion de la station et des moyens mis en place par l'exploitant pour l'organisation de cette opération et de la communication vis à vis des industriels. Cette opération a eu lieu en septembre 2025.</p> <p>Concernant le curage des lagunes, l'exploitant déclare vouloir organiser une opération de curage de la lagune n°2 au cours de l'année 2026. une bathymétrie a été réalisée et cette lagune atteint un taux de "remplissage " supérieur à 73%.</p> <p>L'opération se ferait par pompage depuis un radeau dans la lagune sans vider le bassin.</p> <p>Des analyses sont en cours afin de confirmer la possibilité d'épandre les boues récupérées de la lagune.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de la bathymétrie à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il n'y a pas de plans d'épandage annexé à l'arrêté préfectoral. L'exploitant présentera un porter à connaissance sur son projet d'épandage des boues comprenant le périmètre d'épandage, la justification de la qualité des boues, la justification de l'acceptation des sols récepteurs et le planning de l'opération.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent par ailleurs respecter les valeurs limites définies à l'annexe 1.</p> <p>Ces effluents doivent de plus respecter les conditions suivantes :</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30° C et leur pH doit être compris entre</p>

5,5 et 8,5.

Annexe 1

Rejet au Thoré des effluents traités
extrait du tableau:

	concentratio n	concentratio n	Flux	Flux	rendement minimal
	valeur limite (1)	valeur maxi (2)	Flux entrant (1)	Flux sortant (2)	
DCO	125	300	900	137,5	85%
DBO5	30	100	450	33	90%
MES	150	150	500	165	
Azote total	30			33	
phosphore	10			11	

1/ les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisées sur 24h00.

2/ 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.[...]

Constats :

L'exploitant présente ses résultats d'autosurveillance sur l'année 2025;
DCO

8 dépassements sont constatés de la VLE de la concentration de 125 mg/l, en janvier et février ce qui représente 15% des valeurs, sans jamais dépasser la valeur maximale de 300mg/l; ces dépassements sont la conséquence de l'incident deDCO de septembre 2024- février 2025 (voir point de contrôle n°2).Les valeurs de flux sont quant à elles dépassées deux fois, en janvier (4% des mesures)

Il n'y a pas de dépassements sur les paramètres DBO5, MES, azote et phosphore en sortie de station, ni en flux ni en concentration.

Rendements:

DCO: le rendement moyen annuel est de 89.8%

DBO5: le rendement moyen annuel est de 98.2%

L'incident de la DCO a un impact sur les rendements, car en 2023, le rendement moyen annuel était de 91% pour la DCO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des rejets

Prescription contrôlée :

L'établissement doit respecter les dispositions suivantes :

trois piézomètres, au moins, doivent être implantés sur le site (1 en amont et 2 en aval hydraulique). La définition du nombre de puits et de leur implantation doit être faite à partir d'une étude hydrogéologique.

Une analyse annuelle de la qualité des eaux souterraines est réalisée afin de vérifier l'absence de transfert de pollution en cas de fuite de l'ouvrage.

L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe et notamment comporter à minima une mesure de pH, de conductivité, de DCO et DBO5. compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis régulièrement à l'inspection des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En cas de risque de pollution des sols, une surveillance des sols appropriée est mise en œuvre sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Sont obligatoirement précisés la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer.

Constats :

L'exploitant déclare effectuer une campagne annuelle de surveillance des eaux souterraines. Il télécharge les résultats et le rapport sur Gidaf.

Il présente les résultats des campagnes des dernières années, entre 2020 et 2025: les paramètres mesurés, DCO, DBO5, pH, conductivité. les résultats sont stables, ce qui montre qu'il n'y a pas d'incidences du fonctionnement de la station sur la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des effets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 2.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surface
Prescription contrôlée : Un point de prélèvement doit être aménagé en aval du rejet dans le milieu naturel, à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau du Thoré. Des prélèvements et des mesures des différents polluants suivants doivent être réalisés à une fréquence au moins annuelle dans le but de vérifier l'impact des rejets sur la qualité du milieu récepteur (DCO, DBO5, MES, azote, phosphore total). Les résultats de ces mesures doivent être transmis sous un mois à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare effectuer une campagne annuelle de surveillance des eaux de surface. Il présente les résultats des campagnes des dernières années, entre 2020 et 2025: les résultats sont stables, ce qui montre qu'il n'y a pas d'impact du fonctionnement de la station sur la qualité des eaux de surface.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 6,7,1,1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens internes de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Les sapeurs-pompiers doivent pouvoir disposer sur place, en tout temps, d'une plate-forme d'aspiration permettant d'exploiter 120 m ³ d'eau en 2 heures au niveau de la lagune de finition. La réalisation de cette plate forme devra s'effectuer en liaison avec le chef de centre de Labruguière.
Constats : L'exploitant déclare que le site n'est pas équipé d'une plateforme d'aspiration permettant d'exploiter 120 m ³ d'eau. Le point d'aspiration n'est pas enregistré sur la cartographie opérationnelle du SDIS81.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant contacte les services du SDIS81 pour établir avec eux le besoin de cette plateforme, pour le site lui même ou pour les sites industriels autour. Il transmet à l'inspection des installations classées le résultat du bilan dans un délai n'excédant pas 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois